



*Repères
pour l'histoire de la CGT
au CNRS, à l'INSERM, l'INRIA et ailleurs...
1936-2009*

établis par Jean OMNÈS



Ce qui suit n'est qu'un travail de repérage dans l'histoire riche du

SNPTA-CGT, puis du SNTRS-CGT. Je me suis appuyé pour cela sur les archives du syndicat (Bulletin de Liaison, Bulletin de la Recherche Scientifique, Bulletin d'information, SNTRS-Info, Circulaires, En Bref, Courriers, Déclarations, Tracts...), de mes lectures et de mes souvenirs, pour la pour la période récente.

Il ne s'agit en aucune façon d'un travail d'historien, je n'ai pas cette compétence.

Je veux aider à ce que collectivement nous gardions tout cela en mémoire (savoir d'où nous venons).

Jean Omnès

Repères pour l'histoire de la CGT au CNRS, à l'INSERM, à l'INRIA et ailleurs

Années 1936 à 1949

établis par Jean OMNÈS

1936

Une photo retrouvée par les camarades de Bellevue, atteste de l'existence de la CGT à l'Office National des Recherches Scientifiques et des Inventions, l'un des organismes de Recherche Publique qui ont précédé le CNRS.



25 mars

.Congrès CGT à Toulouse : Il consacre la réunification de la CGT et de la CGTU. Un préambule aux statuts fixe les conditions de fonctionnement de la confédération de nouveau complète.

26 avril et 3 mai

Victoire électorale du Front Populaire en France.

1^{er} mai

Grèves et manifestations à l'appel de la CGT "pour le pain, la paix et la liberté".

11-13 mai

Début des grèves avec occupation aux usines d'aviation



du Havre et de Toulouse, pour protester contre le licenciement d'ouvriers grévistes le 1er mai.

26 mai

Les grèves avec occupation des usines débutent dans la métallurgie parisienne ; de proche en proche, le mouvement va s'étendre aux autres branches industrielles et à toutes les régions.

2 juin

Vote de la loi prolongeant la scolarité à 14 ans.

7 juin

Signature des Accords de Matignon¹ : les conventions collectives, le libre exercice du droit syndical, les augmentations de salaires, les 40 heures, les délégués du personnel, les congés payés (2 semaines).

14 juillet

Manifestation de 1 000 000 de personnes qui fêtent la victoire du Front Populaire.

30 juillet

La chambre vote à nouveau pour l'intégralité des droits politiques des femmes. Mais pas encore le droit de vote.

Juillet

L'association « Jeune science », créée en juillet 1936 par de jeunes chercheurs, laborantins et chefs de travaux, ingénieurs ou étudiants, proches du parti communiste ou adhérents à celui-ci, voulant contribuer à la diffusion d'une conception de la science engagée, responsable et partie prenante du développement social. Elle réclame, entre autres, l'autonomie de la carrière de chercheur par rapport à l'Université (l'indépendance du chercheur vis-à-vis de son « patron ») et proposa la création d'un « corps de chercheurs » analogue au corps des ingénieurs de l'Etat. Mais le ministre exprima son obligation de devoir tenir compte de la volonté exprimée par l'assemblée générale du personnel enseignant des facultés, de conserver son droit de contrôle sur la recherche.

7 août

Le Conseil des ministres du gouvernement L. BLUM décide la non-intervention dans la guerre d'Espagne, qui, depuis le 17 juillet, oppose le gouvernement républicain aux militaires rebelles du général FRANCO.

22 octobre

Création des "Brigades Internationales" par le gouvernement républicain espagnol. Plusieurs milliers de démocrates (dont nombre de militants CGT) de nombreux pays répondront à cet appel de la République Espagnole. Un grand nombre d'entre eux y laissera la vie.

31 décembre

Loi sur la conciliation et l'arbitrage obligatoire des conflits du travail.



Parmi les autres événements de l'année

- Un Sous-Secrétariat d'Etat à la Recherche Scientifique est créé. C'est le premier Ministère de la Recherche (Irène JOLIOT-CURIE est la première à ce poste et Jean PERRIN lui succède). Ce Sous-secrétariat dépendant de la Présidence du Conseil, sera supprimé au printemps 1937.
- La Loi de Finances pour 1937 prévoit la création d'un corps d'aides techniques de la recherche CNRS.
- Mise en place du Service Central de Recherche.

¹ Lorsque les médias font référence aux accords MATIGNON, ils disent « les syndicats ont négocié ». Ce qui est inexact. En effet, seule la CGT était présente. A cette époque, il n'y avait que 2 confédérations : la CGT et la CFTC. La CFTC, qui n'avait pas appelé à la grève, n'était pas présente aux négociations..

1937

30 janvier

En Allemagne, Adolf Hitler obtient les pleins pouvoirs pour 4 ans.

13 février

Léon Blum annonce à la radio la nécessité d'une " pause " dans les réformes.

24 mai

Le Palais de la Découverte, est inauguré à l'occasion de l'Exposition Universelle de 1937. C'est la première émergence publique des chercheurs en voie de la professionnalisation et le premier outil dédié à la culture scientifique.

Novembre

Création du Syndicat Général de l'Education Nationale (SGEN) affilié à la CFTC.

28 décembre

Une grève surprise des services publics (eau, gaz, électricité, voirie et transport) paralyse Paris.

Décembre

Congrès constitutif du Syndicat des Personnels de l'Enseignement Secondaire (Futur SNES).

Parmi les autres événements de l'année

• Les syndicats sont autorisés pour la première fois en Afrique Occidentale Française, dans des conditions restrictives.

1938

18 février

Loi abrogeant l'article 213 du code civil selon lequel la femme devait obéissance à son mari, supprimant l'incapacité civile relative à la personne pour la femme mariée, mais en raison des conflits avec d'autres lois, elle est inapplicable.

4 mars

Création de l'échelle mobile des salaires.

11 mars

Les troupes allemandes entrent en Autriche. Celle-ci est annexée au III^{ème} Reich.

24 mars

Les grèves avec occupation reprennent dans la métallurgie parisienne. Les ouvriers demandent le renouvellement des conventions collectives.

24 mai

Création du Centre National de la Recherche Scientifique Appliquée (CNRSA). Le CNRSA organise la mobilisation scientifique en recensant les laboratoires et leur personnel scientifique. Il est aidé par un Haut Comité de Coordination de la Recherche Scientifique et Technique (HCCRST), chargé d'assurer la coordination de l'ensemble de la recherche nationale.

29 septembre

Les accords de Munich (HITLER, DALADIER, CHAMBERLAIN) livrent la Tchécoslovaquie à l'Allemagne.

Septembre

Dans la CGT, une minorité regroupée autour de la tendance "Syndicat" de René BELIN, exacerbe de violentes attaques contre les unitaires (ex CGT.U) au congrès de Nantes.

12-13 novembre

Publication des premiers décrets-lois du gouvernement REYNAUD qui, sous prétexte de remettre la France au travail, rayent des acquis essentiels de 1936. Ils portent atteinte à la loi des 40 heures, aux conventions collectives et au statut des délégués d'entreprise.

14-17 novembre

25^{ème} congrès de la CGT à Nantes. Les délégués se divisent sur les problèmes de l'indépendance syndicale et de la paix, après la signature des accords de Munich. Mais ils s'entendent sur le principe d'une action contre les décrets-lois Reynaud.

30 novembre

Grève générale contre les décrets-lois Reynaud. Elle est brisée par la force. Le gouvernement sanctionne les grévistes dans les services publics et le patronat licencie massivement dans les entreprises privées.

Parmi les autres événements de l'année

- La bourgeoisie française, aidé par le fatalisme d'une grande partie de la population, a les mains libres pour déclencher une véritable guerre sociale au peuple français : outre les acquis de 1936 qui sont annulés, des milliers de dirigeants syndicaux sont licenciés (25 000 licenciements et des centaines de poursuites judiciaires), restriction du droit de grève, notamment.
- En Espagne Franco gagne la guerre civile, des milliers de républicains espagnols fuient vers la France. Ils sont enfermés dans des camps du sud de la France.
- L'Allemagne nazie poursuit son expansion militaire avec l'Italie de Mussolini.
- En France c'est la fin du Front Populaire, et les peuples d'Europe s'apprêtent à vivre une longue période sombre.

1939

19 mai.

La Cour supérieure d'arbitrage rompt avec la jurisprudence de la Cour de cassation et admet que la grève fait partie intégrante du contrat de travail.

23 août

Un Pacte de non-agression est signé entre l'Allemagne et l'URSS.

27 août

Des décrets restreignant la liberté de la presse sont pris par le gouvernement. Ils sont mis en œuvre sans tarder, avec la suspension des journaux communistes (l'Humanité, Ce Soir, ...).

3 septembre

- Une "Scission forcée de la CGT" a lieu, par l'exclusion des "unitaires". Le refus de condamner le "Pacte Germano-soviétique" sert d'argument à ces exclusions.
- La France et la Grande Bretagne déclarent la guerre à l'Allemagne, qui venait d'attaquer la Pologne.

21 septembre

La "Vie Ouvrière", journal des ex-unitaires de la CGT, est interdite.

26 septembre

Le PCF et les organisations affiliées sont dissous par décret. Entre septembre 1939 et mars 1940, 620 syndicats et 675 associations où siégeaient des communistes seront dissous. 2778 élus sont déchus de leur mandat, 3400 arrestations ont lieu et 3000 sanctions sont prises contre des fonctionnaires. Parmi les militants qui sont emprisonnés, nombreux sont ceux qui seront fusillés comme otages dans les années qui suivent, comme les 27 de Châteaubriand.

30 septembre

Une déclaration des ex-unitaires de la CGT est publiée dans "le Monde". Cette déclaration refuse la scission de la CGT et affirme la nécessité de l'union syndicale en France dans l'indépendance à l'égard du capital. Elle est signée par H. BECKER, M. DELOBELLE, E. FINCK, Ch. GARCIA, H. REYNAUD, J. RACAMOND et B. FRACHON. Les signataires seront tous arrêtés, à l'exception de B. FRACHON, qui est passé dans la clandestinité.

7 octobre

Déclaration d'intention tripartite patronat, syndicats et gouvernement (connue sous le nom d'*Accords Majestic*)

élaborée par les représentants de la CGT (JOUHAUX et CHEVALME) et de la CGPF (LAMBERT-RIBOT délégué patronal au BIT et LENTE président de l'UIMM), en présence du ministre de l'armement (Raoul DAUTRY).

8 octobre

La plupart des députés du Parti Communiste Français sont arrêtés.

19 octobre

Le Centre National de la Recherche Scientifique est créé par décret. Il est destiné à *"coordonner l'activité des laboratoires en vue de tirer un rendement plus élevé de la recherche scientifique* ». Il est placé sous la tutelle du Ministre de l'Education Nationale et prend la suite de *l'Office National des Recherches Scientifiques et des Inventions* (1922), de la *Caisse Nationale de la Recherche Scientifique* (1935), du *Service Central de la Recherche Scientifique* (1936), du *Centre National de la Recherche Scientifique Appliquée* (1938). Son premier Directeur est Henri LAUGIER.

Son siège est situé au 13, quai d'Orsay (futur quai Anatole France).

Le décret de création, fixe ses missions : *"Assurer des allocations aux chercheurs et de rémunérer les aides techniques, étudier la création ou l'extension de laboratoires et éventuellement y participer, coordonner l'activité des laboratoires, dans la perspective d'un effort de défense nationale, effectuer ou faire faire des recherches à la demande des pouvoirs publics, intervenir dans les services auxiliaires de la recherche (financement des missions, publications), assurer soit directement, soit en y contribuant par des des subventions ou des souscriptions, la publication des travaux scientifiques dignes d'intérêt, gérer une caisse de soutien aux vieux savants"*.

André CHANCONIE² indiquait, lors du 30^{ème} anniversaire du Syndicat : *"Il y a alors 1180 chercheurs et environ, 1000 personnels techniques et administratifs³ avec, parmi ces derniers, 600 collaborateurs techniques mis individuellement à la disposition des chercheurs, 250 contractuels affectés dans des laboratoires de Bellevue, Marseille, Observatoire de Haute Provence et Microanalyse de Paris. Les 150 autres sont des auxiliaires ne percevant que le minimum vital ou des travailleurs sur mémoire, considérés par le fisc non comme des salariés mais assimilés à de petits artisans. Il y a également une dizaine de fonctionnaires. Les rémunérations des personnels techniques sont fixées en référence aux conventions collectives de la Chimie, celles des contractuels sont rattachées aux grilles de la fonction publique"*.

Le CNRS est structuré en deux sections : "recherche fondamentale" ou "pure" et "recherche appliquée".

La vocation nationale est affirmée ainsi que la pluridisciplinarité. Le CNRS a une volonté de couverture de tout le champ de la recherche, de la recherche fondamentale à la recherche appliquée.

16 novembre

Le Centre de Documentation du CNRS est créé. Il est implanté tout d'abord rue Gay Lussac, puis au siège du CNRS, quai Anatole France⁴.

Parmi les autres événements de l'année

Le « Groupe de laboratoires de Bellevue » est créé à Meudon.

² André Chanconie a été Secrétaire Général du syndicat (SNPTA puis SNTRS) de 1957 à 1972.

³ Concernant l'évolution des effectifs chercheurs et personnels techniques et administratifs, voir l'Annexe XI.

⁴ Il déménage ensuite Rue Boyer, avant d'être (plus récemment) transféré à Nancy où il est transformé pour devenir l'INIST.

1940

Janvier-Février

Interdite en 1939, *La Vie Ouvrière* reparait clandestinement. Aux premiers jours de l'occupation, Benoit Frachon, André Tollet, Eugène Hénaff et quelques autres militants syndicaux de l'ancienne CGTU, exclus de la CGT en septembre 1939, qui avaient échappé aux recherches des polices françaises relancent le journal. Tout au long de l'occupation 223 numéros seront publiés.

20 février

Les députés communistes sont déchus de leurs mandats par un vote de l'Assemblée.

Février

40 000 juifs étrangers sont emprisonnés dans des camps sur le territoire français (Gurs, Les Milles, Mérignac, Noé, Rivesaltes).

20 mars-3 avril

Procès des parlementaires communistes qui avaient été arrêtés au début d'octobre 1939. 44 inculpés communistes sont condamnés à 5 ans de prison et 5 ans de privation des droits civiques.

8 avril

Un Décret SEROL menace de la peine de mort les militants pratiquant (ou simplement soupçonnés de pratiquer) de la propagande communiste.

14 mai

L'armée allemande déferle sur la France et occupe la Zone Nord.

24 mai

La CGT signe avec la CGPF (patrons) une déclaration qui prévoit l'instauration d'un comité permanent de concertation.

25 mai

Le gouvernement décide l'évacuation des laboratoires parisiens du CNRS vers la province (Clermont-Ferrand, Bordeaux, Toulouse, ...).

3 juin

L'aviation allemande bombarde Paris et provoque 254 morts et 652 blessés.

14 juin

Paris est livré à l'armée allemande, sans combat. Le gouvernement français déménage à Bordeaux.

18 juin

Appel du général de Gaulle qui a rallié Londres le 17 juin.

22 juin

PÉTAİN signe l'armistice avec l'Allemagne, à Rethondes.

24 juin

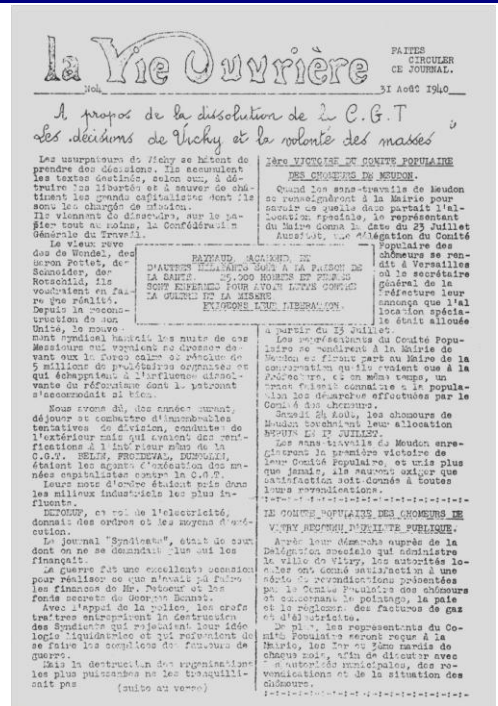
Réunion du bureau confédéral de la CGT à Bordeaux : il adopte l'idée d'une "Communauté française du travail" au sein de laquelle pourrait s'effectuer une collaboration permanente entre toutes les organisations professionnelles d'employeurs et de salariés.

2 juillet

Le gouvernement français s'installe à Vichy.

10 juillet

L'Assemblée Nationale vote les pleins pouvoirs à PÉTAİN. Le lendemain les actes constitutionnels abolissant la République, sont promulgués.



12 juillet

Les pleins pouvoirs sont votés à PÉTAIN par les deux chambres parlementaires (569 pour et seulement 80 contre).

14 juillet

Des manifestations se déroulent dans de nombreuses villes de France. Ici les photos de celles de Saint-Etienne et de Lyon. ►

20 juillet

Réunion à Toulouse d'un Comité confédéral national (CCN) restreint de la CGT auquel participent 24 fédérations d'industrie et 28 unions départementales. La CGT se donne alors "pour but de défendre les droits sacrés du travail, d'accroître le niveau de vie des travailleurs, de protéger la famille de ces derniers et de collaborer à la prospérité nationale".

Juillet

Des *Comités Populaires* clandestins sont créés, à l'appel de Benoît FRACHON (il y en aura plus de 1000 en novembre).

Juillet - Août

Lors de la rentrée universitaire les nazis et leurs collaborateurs lancent une campagne virulente contre les instituteurs, les professeurs, les chercheurs et de façon générale contre la science et l'éducation. C'est à cette période que le *réseau de résistance du Musée de l'Homme* est mis en place⁵. 606 personnes y participent de 1940 à 1944, tels Boris VILDE, Yvonne ODDON, Germaine TILLION, Anatole LEWITSKY et Marcelle MONMARCHÉ. Ce réseau diffuse un journal clandestin "*Résistance*" (cela jusqu'en 1941). Parmi eux sept hommes ont été fusillés au Mont Valérien le 23 février 1942⁶. Plusieurs autres ont été déportés ou emprisonnés.

16 août

Promulgation de la loi qui dissout l'ensemble des confédérations tant ouvrières (CGT, CFTC) que patronales (CGPF, mais aussi le comité des forges et le comité des houillères) et mise en place de *comités d'organisation* qui, dans chaque branche professionnelle, planifient, organisent, réglementent tous les aspects de la vie industrielle.

Août

Les premiers tracts appelant à la résistance sont distribués. En septembre, Jacques SOLOMON et Georges POLITZER rédigent une *Lettre aux travailleurs intellectuels* appelant à constituer des groupes de résistance.

3 octobre

Vichy édicte le *Statut des juifs* en France les excluant de toute responsabilité dans la Fonction Publique, la presse, le cinéma et la radio.

5 octobre

63 responsables de syndicats et de fédérations CGT sont arrêtés. Parmi eux des militants qui seront fusillés à Châteaubriant un an plus tard.

15 octobre

Les fédérations syndicales de fonctionnaires sont dissoutes.

30 octobre

- Paul LANGEVIN est arrêté par la Gestapo, ainsi que, dans les jours qui suivent, d'autres scientifiques comme les professeurs MAUGUIN, COTTON, BOREL et SADRON (ce dernier sera déporté). Ces arrestations seront l'une des incitations à organiser la résistance universitaire.
- PÉTAIN annonce officiellement la *Collaboration* avec le régime hitlérien.



⁵ Nous avons peu d'informations sur la participation organisée des personnels scientifiques et universitaires à la Résistance. Nous connaissons deux réseaux (*Musée de l'Homme* et *Université Résistante*). D'autres ont certainement existé.

⁶ Il s'agit de Boris VILDE, Anatole LEWITSKY, Léon Maurice NORDMANN, Georges ITHIER, Jules ANDRIEU, René SENECHAL et Pierre WALTER.

4 novembre

Une loi dissout les associations et syndicats de fonctionnaires. Leurs biens sont dévolus à de nouvelles associations autorisées à se former entre agents dépendant de la même administration et appartenant à la même catégorie, à l'exclusion des fonctionnaires d'autorité. Cela préfigure la *Charte du travail* d'octobre 1941. Tout groupement général est interdit. La création d'une Association est soumise à l'accord préalable du ministre et ses responsables doivent agréés par lui.

8 novembre

Une manifestation a lieu devant le Collège de France pour la libération de Paul LANGEVIN.

9 novembre

Entrée de René BELIN⁷, ancien secrétaire confédéral de la CGT, et ancien responsable de la tendance « syndicats » au sein de celle-ci, dans le gouvernement de Pierre Laval au poste de ministre de la production industrielle et du travail.

Le même jour, la CGT et la CFTC sont dissoutes par décret signé de BELIN. En théorie, leurs fédérations peuvent encore fonctionner. Le décret dissout également la *Confédération Générale de la Production Française* (patrons). Pour celle-ci c'est un leurre : elle réapparaît vite sous le nom de *Comités d'Organisation* de la production.

11 novembre

Des milliers d'étudiants et de lycéens manifestent vers la place de l'Etoile. Elle est réprimée brutalement par les occupants, avec de nombreuses arrestations (plus d'une centaine)⁸.

15 novembre

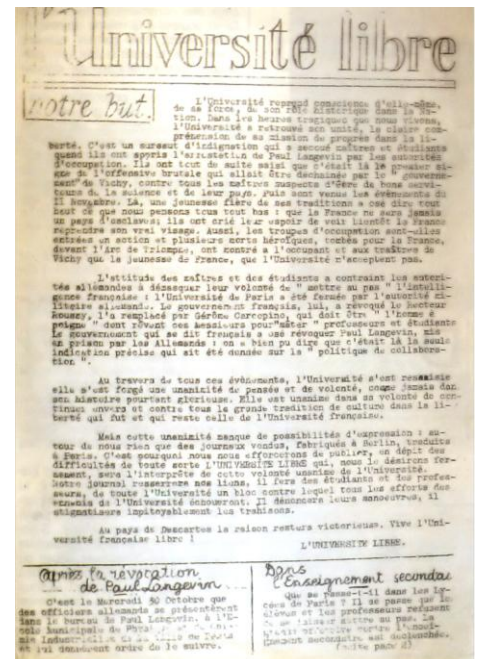
Neuf dirigeants confédérés de la CGT et trois de la CFTC signent un *Manifeste des 12* qui veut éviter, à la fois, l'allégeance à Vichy et toute opposition catégorique. Ils acceptent l'idée d'une cohabitation avec le corporatisme de Vichy, en même temps qu'il s'oppose à son idéologie raciste⁹.

Novembre

- Le premier numéro de *L'université libre* est diffusé (quelques centaines d'exemplaires). Sa diffusion atteindra 10 000 en 1944. C'est l'organe de l'*Université Résistante*, réseau auquel participent Pierre MAUCHERAT, Francis COHEN, Edmond LABLENIE, Georges POLITZER, Jacques SOLOMON, Frédéric JOLIOT-CURIE, Daniel DECOURDEMANCHE (dit Jacques DECOUR).
- Le recteur ROUSSY et le Secrétaire Général de l'Académie sont révoqués.

1^{er} décembre

Des syndicalistes CGT et CFTC sortent le premier numéro clandestin de *Libération* dans la zone occupée.



7 Il avait démissionné du Bureau Confédéral le 9 mai 1940. Otto ABETZ ambassadeur des nazis à Paris, disait que sa nomination au Secrétariat à la Production industrielle et au Travail avait pour but de donner l'impression que le gouvernement tenait compte des intérêts des travailleurs.

8 Certains ont parlé de morts.

9 Cette initiative n'empêchera nombre de militants confédérés de s'engager dans la résistance. Ainsi que Louis SAILLANT, Charles PINEAU et Albert GAZIER qui participent en novembre 1940 à la création de *Libération Nord*.

9 décembre

Paul LANGEVIN est mis en résidence surveillée à Troyes et révoqué de ses fonctions.

15 décembre

Le premier numéro de *Résistance*, est diffusé par le *Groupe du Musée de l'Homme*.

25 décembre

Le premier français fusillé comme otage par les Allemands est Jacques BONSERGENT.

Parmi les autres événements de l'année

- La tendance "Syndicat" de la CGT, autour de René Belin, se rallie au régime de Pétain, et s'enlise dans la collaboration et la trahison.
- Les stocks d'eau lourde et d'uranium sont évacués vers l'Angleterre et le Maroc.

1941

Début de l'année

3000 ouvrières d'une usine fabriquant des filets de camouflage se mettent en grève à Issy-les-Moulineaux.

10 mars

Réforme JACOB au CNRS : refonte des deux directions (recherche fondamentale et recherche appliquée) en une seule. Mais la priorité est toutefois donnée à la recherche appliquée.

Le CNRS est placé sous l'autorité du secrétaire d'Etat à l'Education Nationale et à la Jeunesse.

14 mars

Loi instaurant l'allocation aux vieux travailleurs salariés (AVTS).

27 mars

De nombreux membres du Groupe de Résistance du Musée de l'Homme sont arrêtés. Dix d'entre eux seront condamnés à mort¹⁰.

29 mars

Création du commissariat général aux questions juives placés sous la direction de Xavier Vallat.

14 mai

Lors de l'opération *Billet Vert*, près de 4000 juifs d'Europe Orientale sont convoqués par la police française au Gymnase Japy à Paris. Ils sont transférés aux camps de Pithiviers et de Beaune-la-Rolande avant d'être déportés ensuite vers les camps de la mort.

15 mai

Création du Front national¹¹.

17 mai

Une première rencontre des deux tendances de la CGT a lieu dans la clandestinité.

23 mai

Une loi institue les zones de salaires en France¹².

27 mai - 9 juin

Une grève massive des mineurs est déclenchée dans le Nord et le Pas de Calais (100 000 grévistes) dans l'arrondissement de Béthune et des districts voisins. Les motifs de la grève sont purement revendicatifs et la grève s'étend rapidement. Elle est à son apogée le 4 juin, quand près de 80% des mineurs cessent le travail. Dans un bassin minier en plein état de siège, la répression est impitoyable : 94 internés, 9 fusillés, 284 déportés à Sachsenhausen, dont 30 décèdent pendant le transport (126 ne reviendront pas), 40 femmes prises en otage et 450 condamnations à des peines de prison.

¹⁰ Boris VILDE, Yvonne ODDON, Anatole LEWITSKY, Sylvette LELEU, Alice SIMONNET, Pierre WALTER, Jules ANDRIEU, Léon-Maurice NORDMANN, Georges ITHIER et René SENECHAL.

¹¹ L s'agit ici de l'un des grands réseaux de résistance et non de la sinistre organisation politique actuelle.

¹² Ce sont les arrêtés LAVAL des 19 juin 1943 et 7 mars 1944 qui ont introduit la notion d'"abattement" : six zones sont alors distinguées, Leur écart extrême étant de 40%.

Mai

- Un Front National Universitaire est mis en place, à partir de l'*Université libre*. Il y a parmi les initiateurs de ce mouvement des hommes aussi divers que Robert DEBRÉ, Charles MAUGUIN, Frédéric JOLIOT-CURIE, Henri WALLON, R. ZAZZO, Marcel PRENANT, Pierre-Paul GRASSÉ, Georges TEISSIER¹³.
- Une rafle de juifs est organisée par les autorités françaises en zone occupée. Le mois suivant, un nouveau *Statut des juifs* est promulgué. Il aggrave les dispositions du précédent.

2 juin

Proclamation du nouveau Statut des juifs par Vichy.

22 juin

Début de l'attaque des troupes allemandes contre l'URSS (*Opération Barbarossa*).

14 juillet

Manifestations à Paris organisées par le PCF clandestin.

24 juillet

Les cardinaux et archevêques, dans une déclaration, se déclarent loyaux à PÉTAIN.

14 août

Un serment de fidélité à PÉTAIN est exigé de tous les fonctionnaires.

20 août

Les *Sections Spéciales* sont créées. Ces juridictions d'exception prononceront la condamnation à mort de nombreux résistants, en appliquant rétroactivement les lois de Vichy.

21 août

Pierre GEORGES¹⁴, futur *Colonel FABIEN*, tue un officier allemand (l'aspirant de marine Moser). Première opération de ce type, elle se déroule au métro Barbes, à Paris. Cet acte annonce publiquement l'ère de la guerre systématique contre l'armée allemande. Il s'agissait aussi de réagir à l'exécution, le 19 août, de GAUTHEROT et TYSZELMAN, deux jeunes résistants communistes.

Colonel FABIEN ►



Août

Le camp de Drancy est ouvert. C'est une étape vers les camps de concentration.

3 septembre

A Auschwitz a lieu le premier gazage utilisant le zyklon B sur des déportés malades et des prisonniers soviétiques.

8 septembre

Le Viet Nam Doc Lap Minh est créé (en abrégé : Viet-Minh). Il lutte contre les occupants japonais au Vietnam.

14 septembre

Un nouveau statut des fonctionnaires est promulgué. C'est un ensemble de dispositions faisant du fonctionnaire un quasi robot au service du pouvoir, un texte de style fasciste et corporatiste. Quelques extraits : "*Les fonctionnaires, à tous les rangs de la hiérarchie, sont soumis à une discipline fondée sur l'autorité des chefs, l'obéissance et la fidélité des subordonnés. (...) Nul ne peut être fonctionnaire s'il ne satisfait pas à la condition de jouir de ses droits civiques, compte tenu des lois portant statut des juifs et des dispositions spéciales concernant les indigènes non citoyens. (...) Les femmes ont accès aux emplois publics dans la mesure où leur présence dans l'administration est justifiée par l'intérêt du service*".

27 septembre

La première loi sur les fouilles archéologiques est publiée.

¹³ Georges TEISSIER dirigera l'Etat-Major des FTP après l'arrestation de Marcel Prenant par les Allemands. Il succédera plus tard à Frédéric JOLIOT-CURIE comme directeur du CNRS.

¹⁴ Ouvrier ajusteur, jeune communiste, sous-lieutenant dans les Brigades internationales en Espagne, résistant des Bataillons de la Jeunesse des FTPF ; arrêté, condamné à mort, il s'évade. Il participe aux combats pour la libération de Paris. Il rejoint l'armée de De Lattre. Il meurt par l'explosion d'une mine en décembre 1944.

4 octobre

Une Charte du travail est publiée¹⁵. C'est un carcan pour les travailleurs. Les responsables de syndicats légaux sont désignés par arrêtés ministériels. Le rôle assigné à ceux-ci est de discipliner les réactions de leurs adhérents et de participer à la mise en place de la politique de Vichy. Le droit de grève est supprimé. Le gouvernement de Vichy ne réussira pas à mettre vraiment en place cet er-satz de syndicalisme et ne pourra même pas empêcher que ses syndicats légaux servent de couverture à des syndicats illégaux.

22 octobre

27 otages, parmi lesquels des militants de la CGT et du PCF¹⁶, sont fusillés comme otages par les nazis à Châteaubriant (la liste avait été établie par PUCHEU, le ministre de l'Intérieur de Vichy).

Le même jour 21 détenus de la prison de Nantes et 50 otages de Bordeaux sont massacrés.

31 novembre

L'INH¹⁷ (Institut National d'Hygiène) est créé. Il remplace l'ONH (Office National d'Hygiène sociale) créé le 4 décembre 1924. Il se compose de 4 sections : épidémiologie, hygiène générale, nutrition, maladies sociales (cancer, syphilis, tuberculose, alcoolisme...). A chaque section sont rattachés les établissements d'application, sans limitation de durée, et les laboratoires agréés par le Secrétariat d'Etat pour 5 ans renouvelables.

Novembre-Décembre

Sortie des premiers numéros des Cahiers de Témoignage chrétien, de Combat et de Franc-Tireur, journaux résistants clandestins.

26 décembre

Léon JOUHAUX est arrêté par la police française et est mis en résidence surveillée à Cahors.



Parmi les autres événements de l'année

Une réforme du CNRS conduit à la suppression de la coupure en deux directions (recherche fondamentale et recherche appliquée).

1942

20 janvier

HITLER décide la mise en œuvre la Solution finale de la question juive : l'extermination systématique des juifs. Cela s'appliquera aussi à tous ceux que les nazis appellent les sous-peuples. Le premier convoi de déportés est organisé dès mars, avec la participation des autorités françaises, vers Auschwitz.

Janvier

15 Elle instituait 29 « familles professionnelles » subdivisées en 5 « syndicats professionnels uniques » (employeurs, ouvriers, employés, agents de maîtrise et ingénieurs, cadres administratifs et commerciaux). Echappaient à son champ d'application, outre l'agriculture, la fonction publique et certaines professions libérales dotées d'un « ordre ».

16 Parmi eux il y a des dirigeants de Fédérations et de grands syndicats : Désiré GRANET (Papiers-Cartons), Charles MICHELS (Cuirs et Peaux), Jean POULMARCIH (Chimie), Henri POURCHASSE (Métallurgie), Jean-Pierre TIMBAUD (Métaux), Jules VERCRUYSSSE (Textile) et Jean GRANDEL (PTT), ainsi que les militants et élus communistes, Huynh-Khuong AN, Jules AUFFRET, Henri BARTHELEMY, Titus BARTOLI, Maximilien BASTARD, Marc BOURHIS, Charles DELAVACQUERIE, David EMILE, Maurice GARDETTE, Pierre GUEGUEN, Eugène KERIVEL, Raymond LAFORGE, Claude LALET, Julien LE PANSE, Edmond LEFEVRE, Guy MOQUET, Raymond TELLIER, Maurice TENINE et des sans-parti comme Victor RENELLE et Antoine PESQUE.

17 Il s'agit de l'organisme qui a précédé l'INSERM.

- Structuration des Francs Tireurs et Partisans Français comme organisation de combat du réseau "Front national".
- Grève de 12 jours des mineurs de Montceau-les-Mines : 100 000 tonnes de charbon sont perdues pour les occupants allemands.

19 février

Jacques SOLOMON, Georges POLITZER et Jacques DECOUR sont arrêtés.

25 février

Le premier convoi de déportés politiques français part pour Buchenwald.

7 mars

Pierre SEMARD, Secrétaire Général de la Fédération des Cheminots CGTU et ancien Secrétaire Général du PCF, est fusillé par les nazis à Evreux. Il leur avait été livré par la police française quelques mois auparavant.

27 mars

Départ Les premiers grands convois de déportés raciaux partent vers les camps d'extermination.

16 avril

Manifestation à Paris à l'appel des lycéens du lycée Buffon. Plusieurs d'entre eux sont arrêtés et, parmi eux, certains seront fusillés.

Avril

Le premier texte fixant les modalités de recrutement et de rémunération des personnels de l'INH est publié. Les recrutements se font exclusivement sur contrat. Un corps de personnel technique à 12 échelons, est mis en place.

1^{er} mai

Des manifestations ont lieu dans les villes de la zone sud à l'appel de la Résistance.

22 mai

Yvette WILBORTS (Marie-José CHOMBARD de LAUWE) est arrêtée et sera déportée à Ravensbrück. Elle est emprisonnée à la Santé, en même temps que France BLOCH-SÉRAZIN. Elle reviendra de déportation et travaillera au CNRS comme chercheur sur les questions de l'enfance.

29 mai

Le port de *l'étoile jaune* est obligatoire pour les juifs des zones occupées par les nazis.

30 mai

Georges POLITZER, Jacques SOLOMON, Félix CADRAS et Jacques DECOUR sont fusillés au Mont Valérien.

31 mai

Manifestation de femmes rue de Buci et rue de Seine à Paris.

8 juin

Les nazis commencent la mise en œuvre de la *solution finale* : l'extermination de masse des juifs commence à Auschwitz.

11 juin

Le *Service de Recherches Scientifiques Coloniales* est mis en place.

10 juillet

Pierre Laval propose au conseil des ministres d'inclure aux rafles des juifs, les enfants de ces derniers, "*dans une intention humaniste...*"

16 - 17 juillet

La rafle du Vel d'Hiv¹⁸ des juifs de la région parisienne est exécutée par les policiers français. La destination des victimes de cette rafle : les camps de la mort. Ce sont 12 884 personnes, dont plus de 4 000 enfants, qui seront envoyés en déportation avec la participation active du gouvernement et de la police de Vichy.

18 juillet

Maurice Papon secrétaire général de la préfecture de Gironde organise le premier convoi de 161 juifs à destination de Drancy, puis des camps d'extermination. Au total, 1560 personnes seront déportées de Gironde.

¹⁸ "Humour" des assassins : cette opération est nommée *Vent Printanier*.

26 juillet

Les premiers bombardements américains ont lieu sur l'Allemagne.

13 août

Germaine TILLION, du Groupe du Musée de l'Homme, est arrêtée¹⁹. Elle est déportée à Ravensbrück le 21 octobre 1943. Elle reviendra de déportation.

Août

Diffusion de la protestation de Mgr Saliège, archevêque de Toulouse contre la déportation des juifs.

4 septembre

Une loi met en place le Service du Travail Obligatoire, obligeant les jeunes français à aller travailler dans les usines en Allemagne. Cela se traduit par l'envoi de 240 000 travailleurs en Allemagne. De nombreux réfractaires vont rejoindre les maquis de la Résistance.

22 septembre

Léon JOUHAUX (ancien secrétaire général de la CGT) et Raymond SEMAT (représentant le courant révolutionnaire de la CGT, ex-unitaires) se rencontrent à Cahors.

26 novembre

Léon JOUHAUX, chef de file des *Confédérés* de la CGT, est à nouveau arrêté par la police de Vichy. Il est livré aux Allemands et déporté. Il est interné en Allemagne puis en Autriche jusqu'en mai 1945.

13-15 octobre

Des grèves ont lieu dans la région lyonnaise, d'abord aux ateliers d'Oullins contre l'envoi de cheminots en Allemagne puis dans les dépôts de la région (Lyon-Mouche, Lyon-Vaise, Lyon-Perrache, Vénissieux) et aux usines Berliet ...)

11 novembre

L'armée allemande envahit la *zone sud* de la France et occupe la Corse.

Fin d'année

Le physicien résistant Fernand HOLWECK, directeur de recherche au CNRS et travaillant Laboratoire Curie de l'Institut du Radium est arrêté le 11 décembre. Il est exécuté le 21 décembre. Le 11 novembre 1946, à l'initiative de la Fédération de l'Éducation nationale CGT, la dépouille d'Holweck fut déplacée, avec celles de 9 autres professeurs et étudiants de l'Université de Paris résistants et martyrs, dans la crypte de la chapelle de la Sorbonne.



1943

11 Janvier

Un accord est passé à Londres entre Fernand Grenier, représentant du PCF et le général de Gaulle.

30 janvier

La *Milice Française* est créée.

31 janvier

Un tournant de la guerre avec la défaite des armées allemandes devant Stalingrad.

2 février

L'armée allemande, commandée par Von PAULUS, capitule devant Stalingrad.

12 février

France BLOCH-SÉRAZIN, chercheur en chimie, résistante dès 1940, est exécutée à la hache à Hambourg. Elle fournissait en engins explosifs son réseau de résistance, les *Bataillons de la Jeunesse* des FTP (Francs Tireurs et Par-tisans).►

16 février

Le service du travail obligatoire (STO) est étendu aux jeunes de 20 à 23 ans. Il s'agit de renforcer la loi du 4 septembre 1942 sur l'utilisation de la main-d'œuvre,



¹⁹ Sur dénonciation de l'abbé ALESH.

qui s'était traduite par l'envoi de 240 000 travailleurs en Allemagne.

25 février

Le Premier convoi de déportés politiques français part pour Buchenwald.

17 avril

La réunification de la CGT a lieu, dans la clandestinité au Perreux, entre les *confédérés* et les *unitaires*. Cet accord est signé par Robert BOTHEREAU et Louis SAILLANT côté *confédérés* et André TOLLET et Henri REYNAUD côté *unitaires*.

Le texte de l'accord, non écrit, entre les participants à la rencontre est publié en annexe d'une circulaire confédérale adressée le 5 octobre 1944 aux fédérations et aux unions départementales de la CGT.

19 avril

Soulèvement du ghetto de Varsovie. Les combattants de l'Organisation juive de combat s'opposent à la déportation vers Treblinka. Le ghetto sera écrasé le 16 mai.

1^{er} mai

Des manifestations ont lieu dans des villes de France (toutes zones) à l'appel de la résistance.

27 mai

Le *Conseil National de la Résistance* (CNR) est mis en place. Il regroupe les mouvements de Résistance de toutes tendances. La CGT et la CFTC y sont représentées respectivement par Louis SAILLANT et Gaston TESSIER. Son Président est Jean MOULIN.

21 juin

Arrestation de Jean MOULIN, lors d'une réunion à Caluire près de Lyon.

15 août

Un convoi emportant les derniers internés du camp quitte Compiègne. A la même date, un convoi d'internés (principalement résistants) quitte les quais de Pantin vers Buchenwald et Ravensbrück.

Août

Résistance Ouvrière, publication des ex-confédérés, paraît en Zone Nord.

9 septembre

Soulèvement des résistants corses à l'appel du Front national.

5 octobre

Les résistants corses achèvent la libération de leur île.

4 novembre

L'Office de Recherche Scientifique Colonial (ORSC) est créé. Il prendra, par la suite, le nom d'ORSTOM (Office de Recherche Scientifique et Technique d'Outre-Mer), puis d'IRD (1998).

25 novembre

La gestapo arrête et déporte en Allemagne les professeurs et les étudiants de l'Université de Strasbourg repliés à Clermont-Ferrand depuis 1940. L'université était devenue un pôle de résistance.

26 novembre

Au CNR, Pierre Villon (Front national) propose l'adoption d'une charte de la Résistance, connue peu après sous le nom de programme du CNR.

Décembre

Le Bureau Confédéral de la CGT clandestine lance un appel aux travailleurs : "*Accentuez et développez au maximum le sabotage de tout ce qui sert à l'ennemi. La CGT invite les travailleurs français à former dans leurs entreprises, les villes et villages, leurs groupes de milices patriotiques ...*"

1944

26 janvier

A la Sorbonne, 400 étudiants de chimie manifestent en plein amphithéâtre.

1er février

Les *Forces Françaises de l'Intérieur* (FFI), regroupant les combattants de toutes les organisations de la Résistance, sont créées.

21 février

27 résistants de la FTP-MOI (Main d'œuvre immigrée) dont MANOUCHIAN et des membres de son groupe sont exécutés. Leur exécution sera révélée par la fameuse "Affiche Rouge" collée sur les murs de Paris²⁰. D'autres seront déportés vers les camps de la mort, comme Henri KRASUCKI.

23 février

Des étudiants en pharmacie manifestent dans Paris en chantant la *Marseillaise*.

24 février

Le poète Max JACOB est arrêté malgré son grand âge, à Saint-Benoit-sur-Loire. Il est interne au camp de Drancy le 28. Il y meurt d'une broncho-pneumonie.

15 mars

Le Programme du Conseil National de la Résistance est adopté. Il préconise les mesures à adopter dès la libération, établissant un vaste programme de réformes économiques et sociales : Nationalisations, Participation des salariés à la gestion, Droit du travail, Système de Sécurité Sociale, Comité d'Entreprise, notamment (voir annexe VIII).

24 septembre

L'assemblée Consultative provisoire est appelée à voter sur le droit de vote des femmes. Des réticences apparaissent sur cette question : certains proposent qu'elles soient éligibles et pas électrices (dans un premier temps). C'est finalement un texte (amendement) de Fernand GRENIER (communiste) qui sera soumis au vote : « *Nous demandons que toute la nation soit appelée à se prononcer sur ceux qui la dirigeront, que ce soit à l'échelon municipal, départemental ou national* ».

Cet amendement sera finalement voté par 51 voix pour et 16 contre. C'est ainsi que le Comité Français de Libération Nationale proclama le droit de vote et l'éligibilité des françaises par une ordonnance signée par De GAULLE.

6 juin

Les forces alliées débarquent en Normandie.

10 juin

La division SS *Das Reich*²¹, après avoir perpétré les massacres de Tulle, extermine la quasi totalité de la population d'Oradour-sur-Glane.

14 juillet

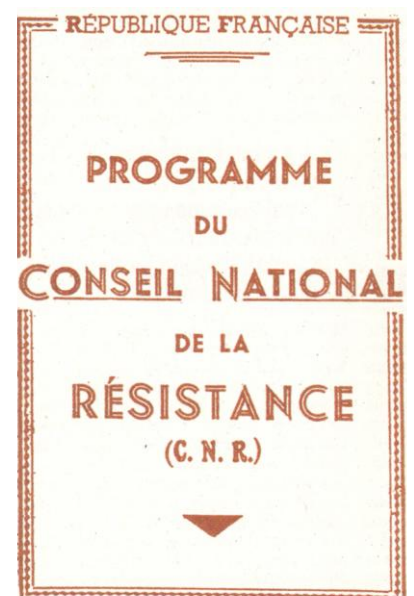
Manifestations massives dans les villes et villages de France (45 000 à Paris).

20-23 juillet

Écrasement du maquis du Vercors par la Wehrmacht. 650 maquisards sont tués.

27 juillet

Une ordonnance du gouvernement provisoire, à Alger, abolit la *Charte du Travail* et rétablit la CGT et la CFTC dans tous leurs droits. La confédération patronale est, quant à elle, exclue de cette mesure, juste sanction du



²⁰ Un poème d'ARAGON célèbre la mémoire de ces résistants.

²¹ Des SS français font partie de cette division de sinistre mémoire.

comportement collaborationniste du patronat. Cette ordonnance prévoit également la mise en place d'une Commission chargée de procéder dès que possible à l'épuration du mouvement syndical français²².

Début août

A l'appel de la Résistance, l'insurrection commence en Bretagne.

9 août

Une nouvelle ordonnance abolit les lois de Vichy et rétablit la légalité républicaine.

10 août

La grève insurrectionnelle des cheminots parisiens débute et le 13, la gendarmerie se met en grève, le 15, c'est au tour de la police parisienne et le 16 les postiers arrêtent le travail.

15 août

• Le dernier convoi de déportés part du camp de Compiègne. A la même date, un convoi d'internés composés principalement de résistants quitte les quais de Pantin en direction de Buchenwald et Ravensbrück.

• Les forces alliées débarquent en Provence et l'insurrection commence dans cette région ainsi qu'en Aquitaine et en Languedoc.

17 août

Les travailleurs du Métro manifestent à Paris.

18 août

• La CGT et la CFTC, constituées en Comité Interconfédéral d'Entente Syndicale appellent à la grève pour la libération. Très largement suivie, cette grève contribue à paralyser les forces de l'occupant.

• Le *Comité Parisien de Libération* (CPL) et le CNR appellent à l'insurrection dans la Région Parisienne. Elle commence le lendemain à Paris et en Région Parisienne. Un appel similaire est lancé à Marseille.



20 août

• Dans la matinée, le ministère de la rue de Grenelle (Instruction Publique), est pris d'assaut par le *Front National Universitaire*. Son président, Henri WALLON, est aussitôt nommé Secrétaire Général provisoire de l'Education Nationale.

• Frédéric Joliot-Curie est nommé directeur du CNRS.

25 août

Paris est libéré. Les forces allemandes à Paris capitulent devant le général LECLERC, chef des Forces Françaises Libres et Henri ROL-TANGUY, chef du Comité Parisien de Libération

27 août

La Confédération CGT reprend son activité publique (Première réunion du bureau confédéral de la CGT dans l'immeuble de la CGT).

Début septembre

L'insurrection commence dans la Région Nord.

1^{er} septembre

Un Comité Directeur est mis en place au CNRS.

8 septembre

La *Vie Ouvrière*, animée par les ex-unitaires, reparaît, après quatre années de clandestinité.

10 septembre

²² Cette commission, présidée par Lucien JAYAT, dirigeant confédéré de la CGT, examinera 731 cas et prononcera 315 sanctions et, parmi celles-ci, l'exclusion à vie pour 133 militants, dont de nombreux dirigeants nationaux, fédéraux et responsables d'unions départementales.

La législation de Vichy est abolie.

16 septembre

L'hebdomadaire de la CGT *Le Peuple* paraît.

19 septembre

La CGT propose à la CFTC une plate-forme d'unité d'action, préambule (pour la CGT) à l'unité organique. La CFTC refuse.

Septembre

• Frédéric JOLIOT-CURIE est nommé directeur du CNRS. Un Plan de Travail est défini pour 1944-1945 pour le CNRS : "effort pour augmenter le nombre de chercheurs et de techniciens, participation à l'effort de guerre, préparation de plans de recherche et de programmes de construction de nouveaux laboratoires, en tenant compte, à la fois, des besoins de la science et de la situation économique du pays".

• La décision est prise de transformer une partie du Front National Universitaire (FNU), issu de la Résistance, en Association des Travailleurs Scientifiques (ATS). Un débat eut lieu, dont peu de traces ont été retrouvées, sur le rôle qu'aurait une telle organisation par rapport à une organisation syndicale affiliée à la CGT, comme le Cartel confédéral des cadres auquel appartenait le Syndicat National de l'Enseignement Supérieur et de la Recherche Scientifique (SNESRS-FEN-CGT). Toujours est-il que, s'il y eut création de l'ATS qui semblait prendre la suite de Jeune Science, ce fut parce que le SNESRS existait et qu'il ne paraissait pas envisageable, pour les chercheurs, de s'en séparer.

• La direction de la CGT lance le mot d'ordre de *Bataille de la Production*. Pour beaucoup de militants cela se transformera dans les faits en *Produire d'abord, revendiquer ensuite*.

• Les armées américaines et soviétiques entrent en Allemagne et découvrent la barbarie hitlérienne laissant derrière elle l'horreur des camps de concentration où ont péri des millions d'être humains. Ci-contre le camp de Bergen-Belsen au moment de l'arrivée des troupes alliées. ►



5 octobre

Proclamation du droit de vote des femmes.

31 octobre

Une Assemblée Générale décide la constitution (reconstitution ?) du *Syndicat des fonctionnaires, techniciens, employés et auxiliaires divers*²³ des laboratoires de Bellevue. Elle élit un Bureau : BRESSON Secrétaire, LAFOND Secrétaire Adjoint, TAVARES Trésorière, Mlle CALLIER, RANTIEN, GOURCEYROL, DUBOIS, BARIL, FAVARCQ, RENARD). L'Assemblée Générale décide également de l'affiliation du syndicat à la FEN-CGT.

4 novembre

Reparution légale de *Syndicalisme*, édité par la CFTC.

7 novembre

L'Assemblée Nationale Consultative se réunit pour la première fois à Paris.

24 novembre

Reparution légale de l'hebdomadaire *Résistance ouvrière*, animée par les militants ex-confédérés de la CGT.

13 décembre

Les Houillères du Nord et du Pas-de-Calais sont nationalisées.

Décembre

²³ Les éléments nous manquent sur la vie de la CGT au CNRS avant la guerre. C'est pour l'instant la première trace trouvée de l'existence de la CGT au CNRS.

La CGT projette la création d'un *Cartel Confédéral des agents de maîtrise, techniciens, ingénieurs et cadres*.

Parmi les autres événements de l'année

Création²⁴ de l'IRA, prédécesseur de l'INRA.

1945

16 janvier

L'entreprise Renault est nationalisée. Le 26 juin ce sera le tour du Transport Aérien.

27 janvier

Libération du camp d'Auschwitz par l'Armée soviétique.

18 février

La première conférence syndicale mondiale finit.

22 février

Une loi institue les Comités d'Entreprises. Ils sont très limités dans leurs prérogatives.

27 au 29 mars

Réunion du premier Comité Confédéral National de la CGT depuis la Libération.

Mars

Les subventions aux écoles *libres* sont supprimées. Elles seront rétablies en 1948.

30 avril

Suicide d'Hitler et de Goebbels

1^{er} mai

La première manifestation de masse organisée par la CGT après la libération de la France. ►

7 mai

Les forces allemandes (front Ouest) capitulent à Reims.

8 mai

L'Allemagne capitule à Berlin.

8/12 mai

Des émeutes ont lieu en Algérie. Elles sont très violemment réprimées par l'armée française (45 000 morts).

Mai

Léon Jouhaux rentre de captivité.

11 juin

Un Comité de sept scientifiques américains adresse au Secrétaire d'Etat américain à la guerre le message suivant : "*Nous croyons pouvoir déconseiller l'utilisation de la bombe atomique pour une attaque prochaine contre le Japon. Si les Etats-Unis devaient être les premiers à lancer ce nouveau moyen de destruction aveugle de l'humanité, ils renonceraient à tout appui moral dans le monde entier, précipiteraient la course aux armements et nuiraient à la possibilité d'aboutir à un accord international sur le contrôle ultérieur sur de telles armes*". Soixante-deux autres scientifiques américains se prononcèrent dans le même sens, dans une pétition adressée au président TRUMAN.

22 juin

Création de l'Ecole nationale d'administration, destinée au recrutement des hauts fonctionnaires qui doivent être à la fois des techniciens administrateurs.

26 juin

La *Charte de l'ONU* est signée.

23 juillet-15 août



²⁴ Un Office de recherche du même nom avait été créé le 30 avril 1921.

Procès du maréchal Pétain. Il est condamné à mort. Celle-ci est commuée en prison à vie par De Gaulle.

6 août

Les Américains lancent la *bombe atomique* sur Hiroshima (78 000 morts, 14 000 disparus et 40 000 blessés). Une seconde est lancée sur Nagasaki. Les deux bombes causent la mort de 250 000 personnes. 313 000 personnes sont irradiées. Le 2 septembre le Japon capitule²⁵.

9 août

Des discussions s'engagent sur le nouveau statut des fonctionnaires.

Août

Frédéric JOLIOT-CURIE, directeur du CNRS, obtient qu'un décret fixe désormais les rémunérations des chercheurs par assimilation à celle des enseignants du supérieur de niveau équivalent. Le nombre de chercheurs doublera presque en deux ans. L'un des freins à l'augmentation de l'effectif chercheur a été, jusque là, l'incertitude de leur position. Les Bourses accordées étaient modestes et variables, en fonction de la situation individuelle des chercheurs et du budget qui y était réservé. Georges TEISSIER, le successeur de Frédéric JOLIOT-CURIE à la direction du CNRS, dira : "*Les répercussions de cette décision ont été profondes, autant sur le plan moral que sur le plan matériel. Le régime antérieur était, en fait, celui du mécénat, puisque le chercheur bénéficiait d'une bourse dont le taux pouvait varier selon ses ressources personnelles ou celles de son conjoint*".



La recherche commence à devenir un métier à temps plein.

2 septembre

La République Démocratique du Vietnam proclame son indépendance. Son président est Ho Chi Minh.

4-6 septembre

Le CCN de la CGT élit deux secrétaires généraux : Léon JOUHAUX et Benoît FRACHON.

25 septembre- 8 octobre

La *Fédération Syndicale Mondiale* (FSM) est née. Elle regroupe les syndicalistes d'une cinquantaine de pays. Son premier Président est Walter CITRINE des Trade Unions britanniques et son premier Secrétaire Général est Louis SAILLANT de la CGT française.

4 et 19 octobre

Les Ordonnances de création de la *Sécurité Sociale* sont publiées.

5-15 octobre

Procès de Pierre Laval, condamné le 9 il est exécuté le 15 à la prison de Fresnes.

9 octobre

L'Ecole Nationale d'Administration (ENA) est créée.

18 octobre

- Le *Procès de Nuremberg* débute. Un tribunal international est mis en place pour juger les criminels nazis. Ce procès prendra fin le 1^{er} octobre de l'année suivante.
- Le Commissariat à l'Energie Atomique (CEA) est créé.

19 octobre

Une loi prévoit la mise en place des *Comités Techniques Paritaires* (CTP) dans la Fonction Publique.

21 octobre

Référendum et élection de la première assemblée constituante.

24 octobre

L'*Institut National d'Etudes Démographiques* (INED) est créé.

25 octobre

La mise en place d'un *Cartel des Cadres* (ancêtre de l'UGIC et de l'UGICT) est décidée par la CGT. La mise

²⁵ L'empereur du Japon s'apprêtait à capituler, devant le risque de débarquement imminent des troupes soviétique sur le sol japonais.

en œuvre de cette décision (premier essai d'organisation des cadres et ingénieurs dans la CGT) ne se fera pas immédiatement. La mise en place de cette structure spécifique suscite interrogations et débats dans la CGT.

2 Novembre

Une ordonnance définit le rôle du CNRS : "*(Il) a pour mission de développer, orienter et coordonner les recherches scientifiques de tous ordres (...) notamment (...) d'effectuer ou de faire effectuer (...) les études et recherches présentant pour l'avancement de la science ou l'économie nationale un intérêt reconnu, (...) d'assurer la coordination des recherches poursuivies par les services publics, l'industrie et les particuliers*".

L'innovation importante va être la création d'un Conseil National de la recherche scientifique. L'ordonnance donne au *Comité National* (alors assemblée de professeurs cooptés) le pouvoir d'orientation scientifique. La politique du CNRS est, jusqu'en 1945, essentiellement l'affaire de son directeur. Le Comité National "*qui détermine l'activité scientifique du Centre (...) est formé d'acteurs, de gens actifs au niveau de la recherche, qu'il s'agisse de professeurs, de chercheurs ou de techniciens*" selon l'ordonnance de novembre 1945 du gouvernement provisoire. Ses décisions concernent le recrutement et le classement des chercheurs et l'affectation des techniciens et l'attribution de crédits²⁶.

13 novembre

L'UNESCO (*Organisation des Nations Unies pour l'Éducation, la Science et la Culture*) est mise en place dans le cadre de l'ONU.

20 Novembre

Le procès des dirigeants nazis commence à Nuremberg.

21 novembre

Formation du gouvernement de GAULLE comprenant cinq ministres communistes dont THOREZ.

2 décembre

La Banque de France et quatre banques de crédit (le Crédit lyonnais, la Société générale, le Comptoir national d'escompte de Paris, la Banque nationale pour le commerce et l'industrie) sont nationalisées.

21 décembre

Des chefs d'entreprises fondent le Conseil National du Patronat Français (CNPF) le syndicat des patrons. Cette création ne sera officielle qu'en juin 1946.

Décembre

- La revue "*Force Ouvrière*" est créée par une fraction de la CGT.
- Des manifestations ont lieu pour le ravitaillement et l'épuration.

Parmi les autres événements de l'année

- Une section syndicale est créée au siège de l'INSERM.
- Mise au point du premier ordinateur électronique.
- Loi instituant le congé de maternité 2 semaines avant et 6 après. Ce congé est obligatoire et indemnisé à 50%.

1946

1^{er} janvier

Fondation du Conseil National du Patronat Français (CNPF).

Janvier

Les majorations pour heures supplémentaires, qui avaient été supprimées par le gouvernement de Vichy, sont rétablies.

7/9 Mars

Le Congrès de la Fédération Générale des Fonctionnaires (FGF-CGT) élabore des propositions pour un statut

²⁶ C'est, en théorie, encore aujourd'hui le rôle du Comité National.

de fonctionnaire. Il décide la transformation de la FGF en *Union Générale des Fédérations de Fonctionnaires* (UGFF-CGT). Le même mois la Fédération Générale de l'Enseignement (FGE) devient la *Fédération de l'Education Nationale* (FEN-CGT).

19 mars

La CGT organise un rassemblement au Champ de Mars, pour la défense des revendications.

8 avril

Le Gaz et l'Electricité sont nationalisés (création d'EDF-GDF).

8 au 12 avril

26^{ème} congrès national de la CGT à Paris, le premier depuis celui de Nantes en 1938. La CGT revendique plus de 5 millions et demi d'adhérents (discours d'ouverture de Benoit Frachon)²⁷. Le congrès décide la représentation proportionnelle des syndicats dans les futurs congrès.

Marie COUETTE (employée PTT) est la première femme élue au Bureau Confédéral de la CGT « complète ». A l'occasion de ce congrès, la tendance *Force Ouvrière* se structure.

16 avril

Sur proposition de Georges Teissier (directeur du CNRS de février 1946 à janvier 1950), le Comité National du CNRS autorise la présence d'un représentant syndical (un par syndicat représentatif) au Conseil d'Administration du CNRS, pour toutes les questions les intéressant, comme les décisions sur les personnels. Malgré tout cette décision n'est pas toujours respectée Ce qui révèle les difficultés liées à la représentation des syndicats et des personnels.

25 avril

Les grandes compagnies d'assurance sont nationalisées.

5 mai

Un premier projet de constitution est repoussé lors d'un référendum.

16 mai

Une loi modifie en profondeur l'ordonnance du 22 février 1945. C'est le texte fondateur et le socle du statut moderne des CE. Elle accorde aux CE un droit de consultation sur l'organisation et la marche générale de l'entreprise, un droit d'information obligatoire sur les bénéficiaires, l'assistance d'un expert-comptable et la communication des documents remis aux actionnaires.

Juin

Les ministres communistes Marcel Paul et Auguste Lecoœur (sous-secrétaire d'Etat à la Production industrielle) font adopter le statut du mineur qui fixe, entre autres, les conditions de titularisation, d'embauche et de licenciement, régleme la journée de travail, indexe les salaires sur ceux de la métallurgie parisienne...

16 juillet

Le Conseil Syndical du SNRSTA-CGT²⁸, dans une circulaire, "invite les adhérents du Syndicat à se tenir prêts pour une action, conformément au mandat impératif donné au Bureau le 5 juillet d'envisager toutes les mesures, même les plus extrêmes, pour protester contre une situation inacceptable. Il constate en effet que les salaires en vigueur au CNRS sont inférieurs (quelques fois du simple au double) à ceux alloués dans les autres Etablissements de Recherche de l'Etat et dans l'Industrie. (...) il convie les adhérents en guise d'approbation de cesser le travail une heure avant la sortie".

19 Juillet

La CGT organise une manifestation massive



²⁷ Selon l'historien A. Prost, elle compte en réalité 3 800 000 syndiqués

²⁸ Syndicat National de la Recherche Scientifique Technique et Atomique. C'est le premier syndicat CGT organisé au CNRS.

pour les revendications, au Champ de Mars à Paris.►

21 juillet

La *Fédération Mondiale des Travailleurs Scientifiques* (FMTS) est créée. Deux des objectifs essentiels de la création de la FMTS sont : *"travailler à l'utilisation maximum de la science dans la promotion de la paix et du bien-être de l'humanité, en particulier s'assurer que la science est utilisée pour aider à résoudre les problèmes urgents du moment, améliorer les conditions professionnelles, sociales et économiques des travailleurs scientifiques"*. Ceci a conduit à la publication d'une *"charte des travailleurs scientifiques"* qui a mis l'accent sur la responsabilité des travailleurs scientifiques, sur les possibilités de devenir chercheur, sur les conditions de travail, sur les droits des chercheurs sur les résultats de leurs travaux et sur les besoins scientifiques particuliers des pays sous-développés.

Frédéric JOLIOT-CURIE, le premier président de la FMTS, écrivait alors : *"La connaissance scientifique pure apporte la paix à nos esprits ainsi qu'une foi solide dans le progrès humain, par le recul de la superstition et de la peur de forces invisibles et en donnant une compréhension de plus en plus claire de notre place dans l'Univers. Les chercheurs et les techniciens n'appartiennent pas et ne peuvent pas appartenir à une aristocratie intellectuelle détachée des affaires pratiques. Ils doivent —comme citoyens membres de la grande communauté des travailleurs— s'intéresser activement à l'utilisation que la société fait de leur découvertes et de leurs inventions, pour s'assurer que la science est bien utilisée au service de la paix et du bien-être de l'humanité"*.

30 juillet

Un arrêté supprime les abattements obligatoires sur les salaires des femmes.

31 juillet - 3 août

Les postiers se mettent en grève.

Juillet

La FISE (*Fédération Internationale des Syndicats d'Enseignants*) est créée au sein de la FSM.

Août

Une opération de scission a lieu dans la CGT des PTT. Elle se traduit par la création d'une Fédération Postale Autonome.

30 septembre

C'est la fin légale de l'abattement pour le salaire féminin.

5 octobre

Le *Statut des Fonctionnaires* est voté à l'unanimité par l'Assemblée Nationale. C'est le premier texte légal où figure la formule : *"Le droit syndical est reconnu aux fonctionnaires"*.

11 octobre

Une loi met en place la *Médecine du Travail* (généralisation de la médecine du travail à la majeure partie des salariés, caractère obligatoire de l'organisation de la médecine du travail, mise à la charge des em-ployeurs de sa gestion et des frais y afférant, contrôle du service médical par le comité d'entreprise, orientation exclusivement préventive de la médecine du travail).

13 octobre

Le préambule de la *Constitution de la Quatrième République*, adoptée par référendum, énonce que *"tout homme peut défendre ses droits et intérêts par l'action syndicale et adhérer au syndicat de son choix (...)"*. Pour la première fois, le droit de grève, est inscrit dans la Constitution.

Octobre

Le Comité National est divisé en 8 groupes et 31 sections (19 en sciences exactes et 12 en sciences humaines). Un relais est introduit entre lui et la direction, le Directoire. C'est celui-ci qui décide de la création de laboratoires et de l'embauche des chercheurs, proposées par le Comité National.

23 novembre

La Marine française bombarde Haiphong au Vietnam. Il y a 6000 morts. Ainsi commence la Guerre d'Indochine.

11 décembre

Le Fonds des Nations Unies pour l'Enfance (UNICEF) est créé.

19 décembre

L'insurrection générale commence au Vietnam.

31 décembre

Un décret prévoit l'organisation de la Sécurité Sociale des Fonctionnaires.

Décembre

La CNT est créée par des anarchistes et des tenants du *syndicalisme révolutionnaire* qui viennent de quitter la CGT, lui reprochant sa *colonisation* par le PCF.

Parmi les autres événements de l'année

- Le Préambule de la constitution pose pour principe l'égalité **des droits entre femmes et hommes** dans tous les domaines.
- La CGT compte 5 500 000 adhérents.
- 26^{ème} Congrès de la CGT : création du Cartel confédéral des ingénieurs et cadres supérieurs. La CGT les considère comme des salariés à part entière.
- La fonction de Recherche Fondamentale est définie pour le CNRS.
- L'Institut National de Recherche Agronomique (INRA) est créé.
- **Les premiers textes statutaires régissant les personnels de l'INH** sont publiés (pour les personnels administratifs et pour le corps unique de personnel technique le recrutement se fait exclusivement sur contrat). Les personnels administratifs travaillent au siège et les personnels techniques sont éparpillés dans les laboratoires isolés dans les hôpitaux et les facultés. L'INH s'oriente vers une triple mission : maintenir les statistiques et les enquêtes de morbidité, animer un comité d'étude en matière d'assurances sociales et, surtout, développer la recherche en sciences biomédicales.
- Le Centre d'Etudes Sociologiques du CNRS (CES) est créé.

1947

2 février

Le CNRS est autorisé par décret à faire exécuter des travaux de recherche, d'enquête et de calcul, par des personnes rémunérées à la vacation.

12 mars

Le Président américain TRUMAN déclenche, par un discours au Congrès américain, le début (officiel) de la *guerre froide*.

14 mars

Signature de la convention collective nationale créant l'AGIRC, régime de retraite complémentaire en faveur des cadres.

29-30 mars

La révolte anticolonialiste, à Madagascar, est réprimée par l'armée française : 90 000 morts.

24 avril

Les premières élections à la Sécurité Sociale :

Inscrits : 7 749 858, Votants : 5 555 527 (71,69), Exprimés : 5 534 140, CGT : 3 280 183 (59,27), CFTC : 1 458 475 (26,35), « Mutualité » : 507 509 (9,17), Divers : 287 973 (5,20)

1^{er} Mai

Une grande manifestation est organisée à l'appel de la CGT sur le thème des revendications.

4 mai

Les ministres communistes sont évincés du gouvernement.

22 mai

Le gouvernement décide bloquer les salaires.

2 juin

Début de la grève des cheminots qui s'étend à toute la France entre le 7 et le 12 juin.

5 juin

Le Plan Marshall est lancé.

13 juin-1^{er} juillet

Grèves chez Citroën, dans les banques, dans les grands magasins. Le premier ministre Ramadier parle de *"chef d'orchestre clandestin"*.

Juillet

Grèves à EDF, puis chez Peugeot, Berliet, Michelin.

1^{er} août

- Accord CGT/CNPF pour une augmentation de 11%, dénoncé par le gouvernement.
- Un décret, prévoyant la mise en place des *Comités d'Hygiène et Sécurité (CHS)*, est publié.

17 octobre

Dans une motion, les collaborateurs techniques et contractuels du Syndicat National de la Recherche Scientifique Technique et Atomique (SNRSTA-CGT), ainsi que les chercheurs du Syndicat de l'Enseignement Supérieur et de la Recherche Scientifique (SNEPRS-CGT)²⁹ réunis au Collège de France, demandent *"que l'intersyndicale instituée auprès du CNRS se réunisse d'urgence pour examiner la situation matérielle des collaborateurs techniques et pour prendre toutes mesures utiles pour faire aboutir rapidement leurs justes revendications. Les chercheurs présents sont prêts à appuyer de toutes leurs forces les revendications, tant par solidarité que par intérêt professionnel"*.

21 octobre

Le SNRSTA-CGT proteste *« contre l'attitude de l'Administration du CNRS qui, volontairement, n'a pas donné suite à l'engagement formel et écrit pris par Monsieur le Directeur du Centre envers le Syndicat (...) à savoir : à partir du 16 avril 1946, présence au Conseil d'Administration du CNRS d'un représentant du Syndicat pour toutes les questions de personnel intéressant le Syndicat »*.

12-13 novembre

Le CCN de la CGT s'exprime contre le Plan MARSHALL. Il adopte une résolution : *« Les conséquences pour la France du Plan Marshall seraient : a) un asservissement économique qui mettrait notre industrie et notre agriculture à la merci des visées des grands trusts américains, b) un danger grave de voir certaines de nos industries sidérurgiques, de l'automobile, de la mécanique, de la construction de machines, la production de blé, (...) sacrifiées au profit des productions des Etats-Unis, comme cela n'est déjà que trop évident pour l'industrie du film, c) la perspective de voir notre pays relégué à l'état de puissance inférieure, sans économie de base, avec une armée de chômeurs »*.

Cette résolution recueille 86% des voix du CCN. Une motion de soutien au Plan Marshall, de la fraction *Force Ouvrière*, recueille 14%.

13 novembre - 10 décembre

Une grève, organisée par la CGT, rassemble plus de 2 millions de participants (mineurs, dockers, marins, travailleurs du bâtiment, métallurgistes, cheminots, personnels de l'enseignement...). Les cinq secrétaires confédéraux animateurs de la tendance *Force Ouvrière*, hostiles à la grève, incitent à la reprise du travail alors que le gouvernement ne faisait que des propositions dérisoires. La grève est réprimée avec une grande brutalité par le gouvernement dans de nombreuses entreprises.

27 novembre

• Le Bureau du SNRSTA-CGT *« estime que, vu la confusion totale qui règne actuellement, la difficulté des moyens de transport et peut-être de communications dans un bref délai, la meilleure solution consiste à laisser chaque section maîtresse de sa décision dans le cas où l'appel à la grève serait lancé par la Fédération »*. Il désapprouve les sections solidaires de l'Enseignement Supérieur : *« la majorité du syndicat est irréductiblement hostile à un mouvement, même limité »*.

• Le même jour, le président du Conseil des Ministres (Robert SCHUMANN) s'adresse à ses ministres : *« Dans l'éventualité de mouvements de grève dans les Administrations publiques, il m'a paru indispensable de recommander à l'ensemble des Ministres, Secrétaires d'Etat et Hauts Fonctionnaires responsables, une atti-*

²⁹ Il s'agit du prédécesseur du SNESup, alors encore à la CGT.

tude commune. J'ai l'honneur, en conséquence, de vous prier, (...) d'appliquer, s'il y a lieu, (...) les mesures suivantes :

1. Tout acte de sabotage caractérisé donnera lieu à suspension immédiate suivie de procédure disciplinaire et à instance devant les juridictions de droit commun.
2. Les fonctionnaires supérieurs titulaires de grade de sous-chef de bureau ou d'un grade équivalent doivent être informés par les directeurs et chefs de service, que toute cessation de travail volontaire de leur part entraînera leur suspension immédiate (...).
3. Une solution identique doit être retenue en ce qui concerne les fonctionnaires et agents absolument indispensables à la marche des services, standardistes et agents de la radio, cyclistes, plantons, chauffeurs, pompiers-veilleurs, concierges, agents d'encadrement du service intérieur, assistantes sociales, personnel médical et infirmières, et généralement tous les agents affectés à un service de garde, d'entretien ou de surveillance.
4. Aucune réunion syndicale ne devra se tenir dans les locaux de l'Administration (...)
5. La liberté du travail, que le Gouvernement entend maintenir par tous les moyens dont il dispose, implique en particulier la non-occupation, et, si besoin est, l'évacuation par les grévistes, des locaux administratifs (...).
6. Le principe ayant été posé par le Gouvernement que les jours de grève ne seraient pas payés, il va de soi que les mesures de suspension prévues aux paragraphes 1 à 3 (...) comporte privation de la moitié du traitement (...) ».

7 décembre

L'UGFF lance un mot d'ordre de grève.

12 décembre

Dans un compte-rendu du Conseil d'Administration du SNRSTA-CGT, nous lisons : "Une permission est accordée, à titre tout à fait exceptionnel, au camarade ALEXANDRE pour former une section au Collège de France". Lors de ce CA, le Secrétaire Général CHEVALLIER, justifie la position prise le 27 novembre par la direction du syndicat concernant la grève. Les camarades DURGETTO et RASCH, se faisant les interprètes des adhérents dans les sections, font part de leur désaccord sur cette question.

16 Décembre

Edouard EHNI de la Fédération du Livre CGT, Alain LE LEAP de l'UGFF-CGT et Louis SAILLANT du Bureau Confédéral, mettent en garde les militants de la CGT contre la scission dans une *Lettre ouverte à tous les travailleurs membres de la CGT* : "Il faut sauvegarder l'unité. Militants de toujours de la CGT, nous ne saurions ni approuver ni suivre ceux de ses membres qui porteraient atteinte à son unité orga-nique. Les actions fractionnelles publiques que nous enregistrons sont faites pour créer et amplifier un état de scission morale à l'intérieur de la CGT. Elles conduisent à la scission de fait en substituant le sectarisme à l'esprit d'union et d'unité..."

19 décembre

Les *Amis de Force Ouvrière* quittent la CGT. Cinq secrétaires confédéraux de la minorité FO (Léon JOUHAUX, P. NEUMEYER, Georges DELAMARRE, Robert BOTHEREAU, Albert BOUZANQUET) dé-missionnent. Ainsi s'amorce la naissance officielle de *Force Ouvrière*.

Décembre

La direction du SNRSTA-CGT, sous divers prétextes, refuse la convocation d'un Conseil National du Syndicat pour préparer la participation des personnels à une grève à l'appel de la FEN-CGT. Plusieurs sections exigent que la direction du syndicat s'explique.

Parmi les autres événements de l'année

- Le CNRS crée ses premiers **Laboratoires Propres**.
- Un corps de collaborateurs non techniciens (chercheurs) et un corps de techniciens sont créés à l'INH. Tous les techniciens de l'INH travaillent alors dans des laboratoires isolés.
- Le budget du CNRS "rogné par les finances" empêche tout recrutement de chercheur en 1947.
- Création du régime complémentaire des cadres (AGIRC) qui complète le régime de base et couvre le salaire au delà du plafond de la sécurité sociale.

1948

7 janvier

L'opération de scission des animateurs des *groupes Force Ouvrière* est relayée par la direction du SNRSTA-CGT³⁰. Sans avoir organisé la moindre discussion parmi les adhérents, le Bureau du syndicat veut faire sortir le SNRSTA de la CGT. Le Conseil Syndical donne le mandat suivant au Bureau National : *"entreprendre immédiatement une étude objective et précise sur les possibilités qui s'offrent à notre organisation en face du problème de la scission, organiser sur le plan national une consultation qui permettra à chaque syndiqué de faire connaître sa position précise, prendre dès maintenant les contacts nécessaires avec la Fédération de l'Education Nationale afin qu'une consultation analogue permette d'envisager une solution d'ensemble du problème de l'affiliation"*.

Le bureau, où continuent de siéger des membres qui ont démissionné de la CGT depuis plusieurs mois³¹, précipite les événements sans fournir aux syndiqués les moyens d'appréciation des thèses en présence, ni le temps d'en débattre sur le fond. Il organise un référendum sur la question : *voulez-vous continuer d'adhérer à la CGT ? OUI-NON*.

La section du Laboratoire de Microanalyse à l'Ecole de Physique Chimie de Paris qui, lors de la grève de novembre et décembre 1947, avait protesté contre l'attitude des dirigeants du syndicat, s'élève unanimement contre cette procédure et déclare : *"Certains éléments envisagent de sang-froid de nous faire quitter la CGT, sans l'ombre d'un prétexte valable, sacrifiant délibérément les intérêts les plus évidents de nos adhérents. L'offensive scissionniste est déclenchée avec un ensemble trop parfait pour que nous ne soupçonnions pas, dans l'ombre, l'existence de forces étrangères au syndicalisme qui tirent les ficelles. Nous refusons quant à nous de nous prêter à ce jeu d'inspiration politique. Nous voulons rester à la CGT parce qu'elle assure le respect intégral des croyances et convictions de chacun et qu'elle est seule susceptible de garantir efficacement la défense des intérêts matériels et moraux de tous. Notre réponse à ce référendum imposé, précipité, inutile et même néfaste, ne saurait que s'inspirer des considérations qui précèdent"*.

17 janvier

Une loi prévoit la création de quatre régimes retraites de non-salariés : commerçants, artisans, professions libérales et agriculteurs. Si les trois premiers sont mis en place dès 1949, les agriculteurs devront attendre la loi du 10 juillet 1952.

2 février

Le secrétaire général du SNRSTA fait connaître aux syndiqués, par circulaire, que par 207 voix contre 164 (371 exprimés sur 500 adhérents) : *"la décision de ne plus adhérer à la CGT a été acquise"* et qu'ainsi, sans autre procédure, notamment sans congrès, *"est modifiée l'orientation du syndicat"* (avec passage à FO).

13 février

Plusieurs sections du SNRSTA organisent **l'Assemblée Générale constitutive du Syndicat National CGT des personnels techniques du CNRS (SNPT-CGT)**³². KORACH, un camarade de la section de Microanalyse, indique : *"Nous refusons, quant à nous, de nous rendre complice de (la) scission, véritable crime contre la cause syndicale"*.

Des statuts sont adoptés. Ils prévoient notamment : *"l'élection du Conseil Syndical par l'Assemblée Générale, la discussion obligatoire des rapports du bureau par les sections syndicales, avant la tenue des Assemblées Générales, la création d'un Conseil Syndical élargi avec représentation des sections proportionnellement à leurs effectifs, l'édition d'un Bulletin Syndical permettant de tenir les adhérents informés de l'activité du syndi-*

30 Jusque là, les Personnels Techniques et Administratifs adhérents à la CGT, au CNRS, sont organisés dans le SNRSTA-CGT. En sont adhérents les fonctionnaires, les techniciens, les collaborateurs techniques et les auxiliaires du CNRS.

31 Ce fait, caché au Conseil Syndical, sera connu plus tard.

32 SNPT-CGT est le premier nom porté par notre syndicat. Rapidement il sera appelé SNPTA-CGT (date de changement introuvable). Dans la suite du document nous reprenons cette dernière dénomination.

cat et de donner tous les renseignements utiles".

L'assemblée élit un bureau : H. RASCH secrétaire général, Marianne KOPP et PORÉE secrétaires adjoints, Eugène ALEXANDRE trésorier, Jacques ALLARD trésorier adjoint, Raymond DURGETTO, KEMPENICH, Simone ROCHE (GRANDCHAMP).

Très vite, de province, des adhérents voulant rester à la CGT se manifestent pour être des points de ralliement du syndicat. Une publication de mai 1948 signalait les camarades suivants : J. PISSAVIN (Observatoire de Haute Provence), H. LOMONT (Marseille), Henri FLAVIER (Bordeaux), A. HUTTEAU (Loiret), R. GUERIAU (Lyon)³³.

Février

L'Assemblée Générale de la FMTS adopte la première *Charte des Travailleurs Scientifiques* où elle affirme "*la volonté d'augmenter le bien-être de l'humanité par les applications et le développement de la science. Les scientifiques ne peuvent plus donner passivement leur assentiment à l'emploi abusif de la science. Emploi abusif qui non seulement se traduit par des souffrances et des gaspillages inutiles, mais aussi empêche les progrès de la science elle-même*".

21 mars

Création de la Régie Autonome des transports Parisien (RATP).

25 - 27 mars

Au congrès de la FEN-CGT la thèse du maintien à la CGT est repoussée par 3435 mandats (62%) contre 2089 (38%). Nombreux sont ceux qui ont opté pour l'autonomie dans l'espoir de préserver ainsi l'unité. Ainsi naissait la *FEN Autonome*. L'adhésion à *Force Ouvrière* est repoussée par 4256 mandats (80%) contre 1065. Le principe de l'autonomie est adopté par 3799 mandats (69,5%) contre 1666.

Les enseignants du supérieur et les chercheurs choisissent le passage à la FEN autonome. Dans un premier temps ils sont organisés ensemble dans le Syndicat National de l'Enseignement Supérieur et de la Recherche.

12 avril

Le Congrès de création de la confédération *Force Ouvrière* commence.

24-25 avril

À l'appel du Cartel confédéral des cadres, l'Union Générale des Ingénieurs et Cadre (UGIC-CGT) est constituée. Elle vise la diversité des ingénieurs et surtout des cadres (« techniques, administratifs, de services, fonctionnaires » selon les termes de l'époque). Son premier congrès aura lieu en décembre 1950.

2 juin

Le directeur du CNRS convoque la première réunion plénière du Comité National à la Sorbonne, qui pèsera sur la sortie d'un texte (application de la loi de juin 1945) organisant des élections. Un des membres est nommé par le DG. Le reste est nommé aussi, pour 6 ans, mais sur proposition d'un corps électoral essentiellement universitaire. Il y a 31 sections de 12 membres. Les élections n'interviendront qu'en 1950.

Juin

Une loi introduit une ambiguïté par rapport à l'ordonnance de 1945 sur le Comité National : elle fait en effet aussi référence aux avis du Comité dans son article 21 (le texte de 1945 parlait de pouvoir d'orientation). Le Comité National a désormais, parmi ses attributions, le recrutement des chercheurs, l'affectation des techniciens, la répartition des crédits.

4 octobre - 29 novembre

Une grève générale a lieu dans les houillères. 320 000 mineurs y participent. Le 2 novembre, l'armée dégage les puits en grève. La répression par l'armée, commandée par le Ministre



³³ Ces informations sont tirées de l'intervention de André CHANCONIE lors du 30ème anniversaire du syndicat.

de l'Intérieur (Jules MOCH), est féroce contre les mineurs : 4 morts, 2000 emprisonnements, 6000 révocations. Et, le 15 novembre, le gouvernement décide l'annulation des allocations familiales pour les mineurs qui poursuivent la grève.

7 décembre

Les syndicats britanniques et américains quittent la FSM et créent la Confédération Internationale des Syndicats Libres (CISL), à laquelle adhère immédiatement FO.

10 décembre

La Déclaration Universelle des Droits de l'Homme est adoptée par l'ONU.

14 décembre

Au Vél d'Hiv, de Gaulle préconise l'association Capital-Travail.

15 décembre

La première pile atomique française "Zoé" est mise au point par Frédéric JOLIOT-CURIE et son équipe à Châtillon-sous-Bagneux.

Parmi les autres événements de l'année

- La première grève des blouses blanches est organisée. Un rassemblement est organisé au Jardin des Plantes. C'est un succès : les salaires des collaborateurs techniques sont augmentés de 25%.
- Le CNPF soutient que « *la Sécurité sociale met en danger l'économie du pays* »
- Le comité national de la recherche scientifique est découpé en groupes et en sections : Mathématiques (4 sections), Astronomie, Astrophysique et Géophysique (1 section), Minéralogie, Géologie et Paléontologie (3 sections), Physique (5 sections), Chimie (4 section), Biologie (4 sections), Sciences médicales (1 section), Sciences humaines (8 sections).

1949

19 janvier

Suppression des tickets de pain.

Mars

- Le CCN de la CGT invite les travailleurs à élargir et à intensifier la lutte contre la guerre, en particulier celle du Vietnam.
- Une motion est adressée par les *collaborateurs techniques* des centres de recherche au Ministère du Budget fait part de leur indignation face à "*l'insuffisance de leurs traitements par rapport au coût de la vie et à l'intolérable inégalité existant entre leurs salaires et ceux des contractuels se livrant à des travaux identiques au CNRS (...) ils demandent que leur soit attribuée une prime provisoire de 20%. Ce qui aurait pour effet de combler le fossé existant entre les deux catégories de personnel technique et de revaloriser leurs traitements. Cela en attendant la mise en vigueur du statut de personnel technique du CNRS*".

Le syndicat appelle les *contractuels* à soutenir l'action qui est initiée à partir du Collège de France. Ensemble, les syndicats CGT, CFTC FO et CGC déposent, auprès de la direction du CNRS, une demande d'indemnité compensatrice pour les *collaborateurs techniques*.

20-25 avril

Congrès du Mouvement de la Paix, salle Pleyel à Paris.

11 juin

Un décret, en application d'une loi du 2 juin 1948, réduit le rôle du Comité National : les commissions redeviennent consultatives. Il met en place un Conseil d'Administration, un directoire de 9 membres, une Direction scientifique et administrative (le Directeur et ses adjoints : Sciences Exactes, Sciences Humaines et Sciences de la Société).

27 juillet

L'Assemblée Nationale ratifie majoritairement l'entrée de la



France dans le Pacte Atlantique (OTAN).

Juillet

Le congrès de la CGT des Ports et Docks lance un appel engageant *"tous les dockers à ne plus travailler sur les bateaux en partance pour l'Indochine"*.

18 novembre

Le CCN de la CGT *"invite les organisations, les militants à procéder partout où cela sera possible, à des actes collectifs de refus de fabrication ou de transport du matériel de guerre destiné à l'Indochine"*.

25 novembre

Une grève générale de 24 heures est organisée par la CGT et FO pour la revalorisation des salaires.

12 décembre

La CGT, la JOC, l'UJRF et le Mouvement de la Paix signe une *Déclaration de la jeunesse de France contre la guerre du Vietnam*.



Parmi les autres événements de l'année

- Le Laboratoire Central des Ponts et Chaussées (LCPC) est créé.
- La FSM critique le plan Marshall et l'influence américaine en Europe, ce qui provoque une scission. Les syndicats des États-Unis, d'Angleterre et des Pays-Bas se retirent de la FSM. Ils créent la Confédération internationale des syndicats libres (CISL) à laquelle adhère FO.
- Paul Reynaud (Président du Conseil des ministres) dénonce : *« la charge excessive des cotisations sociales qui rend notre situation économique intenable »*.
- création de l'Ipacte, caisse de retraite complémentaire pour les cadres non titulaires du secteur public.